

RMLL 2010 (Bordeaux)

Logiciels libres et données ouvertes en Belgique :
point de situation

Ir Robert VISEUR

Assistant @ FPMs (UMons)
Chercheur @ CETIC

Qui suis-je ?

- Mon nom: Robert Viseur (www.roberviseur.be).
 - Ingénieur civil, Maître en management de l'innovation.
 - Expertise spécifique dans les aspects économiques des logiciels libres et les pratiques de co-création.
 - Responsable de logiciellibre.com (annuaire de prestataires en logiciels libres).
 - Assistant dans le Service d'Economie et de Management de l'Innovation (mi.fpms.ac.be) de la Faculté Polytechnique de l'Université de Mons (www.umons.ac.be).
 - Conseiller en technologies au CETIC (www.cetic.be).
 - Centre de recherche en TIC.
 - A l'origine du projet Cellavi (*Centre d'Expertise en Logiciel Libre à Vocation Industrielle*).

Introduction

Comprendre la structure politique belge (1)

- Etat fédéral (pas de centralisation)
- Entités (1):
 - Etat fédéral
 - Responsabilités: défense des intérêts de tous les Belges
 - Communautés
 - Liées aux personnes
 - Responsabilités: les langues, la culture et l'enseignement
 - Régions
 - Liées à un territoire
 - Responsabilités: l'aménagement du territoire, l'environnement et l'emploi

Comprendre la structure politique belge (2)

- Entités (2):
 - Provinces
 - Différentes tutelles
 - Vers une suppression?
 - Communes
 - Autonomie communale mais pouvoir de tutelle

Comprendre la structure politique belge (3)

- En pratique:
 - 1 Etat fédéral
 - 3 Régions (Flandre, Wallonie, Bruxelles)
 - 3 Communautés (Flamande, Française, Germanophone)
 - 10 Provinces
 - 589 Communes

Qui décide quoi?

- C'est là que ça se complique vraiment ;-) !
- Résumé (très) rapide (partie francophone):
 - Le SPW dispose d'une direction générale pour l'informatique (avec, enfin, un Inspecteur général nommé).
 - Les parlements choisissent leur politique informatique.
 - Idem pour les provinces.
 - Les communes sont autonomes mais la tutelle (RW) encourage certaines politiques.
 - Il existe plusieurs organismes de sensibilisation, de simplification, de mutualisation,... (Easi-wal, AWT,...).
 - ...

Le logiciel libre dans le secteur public belge

Quel est le positionnement face aux logiciels libres? (1)

- A priori favorable pour la mutualisation.
- Mais: quelle mutualisation? (1)
 - Mettre en commun les commandes (et tirer profit de la mutualisation par l'offre)?
 - Faire travailler des institutions ensemble et développer?
 - Externaliser ou pas?
 - Publier en logiciel libre ou pas?

Quel est le positionnement face aux logiciels libres? (2)

- Mais: quelle mutualisation? (2)
 - Créer des structures dédiées au développements publics?
 - Exemples: Smals (secteur social et du secteur des soins de santé), CIRB (pouvoirs publics de la Région de Bruxelles-Capitale), Etnic (Communauté française),...
- Lors des élections :
 - 65 candidats signataires sur candidats.be (seulement?) en 2009.
 - Pactes du Logiciel Libre, de l'Internet Libre et des données libres signés en 2010 par les quatre grands partis francophones: CdH, Ecolo, MR et PS (shrl.be/000069).
- A priori souvent favorable en faveur de l'interopérabilité, moins en faveur du logiciel libre.

La suite...

- Difficulté de tout suivre...
 - Moindre connaissance sur la partie néerlandophone de la Belgique
 - Meilleure connaissance du niveau communal + quelques projets particuliers
- La suite: tentative de synthèse des usages du logiciel libre en Belgique.

Fédéral (1)

- Peu de grands projets Open Source connus
- Suivi des standards et des licences ouvertes par le FEDICT (+ contacts IDA) [2]
- Implication du FEDICT dans les recommandations (BELGIF : BELgian Government Interoperability Framework) en matière d'intéropérabilité (pas à jour)
- Communauté d'échange sur www.opengov.be

Fédéral (2)

- Quelques migrations et usages particuliers
 - Exemples:
 - OpenOffice.org au SPF Justice [1] (puis retour en arrière...),
 - OpenOffice.org au FEDICT sur base volontaire [3],
 - plate-forme LAMP (+ Drupal) au SPF Chancellerie du Premier Ministre [6],
 - Eclipse, Apache (Intervat), Tomcat, Red Hat Linux (Tax-on-Web 2004), Linux Debian, Jboss (myMinFin),... au SPF Finances (liste complète: [7]),
 - publication du middleware eID en GPL (sur Google Code) [9],
 - ...

Communauté française

- **Projet Tabellio (www.tabellio.org)**
 - Initié par la PCF et co-développé avec le PFB
(PCF = Parlement de la Communauté Française
PFB = Parlement Francophone Bruxellois)
 - Contacts avec PloneGov
- **Plate-forme collaborative Vulcain (forge.ethnic.be)**
 - 4 projets hébergés
 - Problème de licence : « *L'ETNIC doit statuer sur le choix de la licence* ».
- **OpenOffice.org retenu pour CyberClasse (cyberclasse.wallonie.be)**
- **Autres: pilote Alfresco (via Ethnic), sites sur Typo3,...**

Région wallone (1)

- Dans la « DÉCLARATION DE POLITIQUE RÉGIONALE WALLONNE », « *Une énergie partagée pour une société durable, humaine et solidaire* », 16 juillet 2009 (shrl.be/000066):
 - « Promouvoir l'utilisation des standards ouverts et les logiciels libres » (page 120)
- Mais en pratique : standardisation vers Internet Explorer 6 (et interdiction de Firefox) annoncée en novembre 2009 (shrl.be/000067 & shrl.be/000068)...
 - Causes: « raisons de sécurité » (Datanews), « compatibilité optimale avec les standards choisis » (Thierry Bertrand, SPW).
 - Suites de cette annonce étonnante?

Région wallone (2)

- Soutien à Agoracités et CommunesPlone (via tutelle)
- Service d'hébergement de projets: Forge wallone (forge.wallonie.be)
 - 5 projets hébergés
 - Voir aussi mutualisation.wallonie.be
- Soutien d'EasiWal en faveur de la mutualisation et du logiciel libre
 - (Commissariat EASI-WAL: E-Administration et Simplification)
- Formations dans les Centres de Compétences (OpenOffice.org, Compiere, Ubuntu,...)
- Sites Web sous Atoms, Drupal, Spip, Joomla et OpenCMS (+ licence Jahia) [10].

Provinces (1)

- Peu d'usages systématiques connus de logiciels libres (pour Liège et le Hainaut)
 - Sauf dans les EPN dépendant des Provinces (Firefox, OpenOffice.org, Paint.net,...)
 - Exemple de Liège:
 - Domination de Microsoft Office, usage de Microsoft Exchange, gestion en bonne partie sous SAP
 - Pas de tests connus de solutions alternatives comme OpenERP

Provinces (2)

- Province de Namur:
 - Utilisation de logiciels libres d'infrastructure (Apache, Zope, serveurs GNU/Linux, MySQL, PostgreSQL, OCS,...) et sur poste de travail (Firefox, OpenOffice.org,...),
 - Pas d'information sur le taux d'utilisation réel...

Communes (1)

- Guichet unique (site Web):
 - Un projet de logiciel libre basé sur Plone (CommunesPlone)
 - Initié par quelques communes (Sambreville, Seneffe,...)
 - Intégré au projet international PloneGov (plonegov.org)
 - Soutenu par l'UWVC (Union des Villes et Communes de Wallonie)
 - Contacts avec OpenERP
 - Réutilisation du module de gestion de délibérations PloneMeeting (ex.: Gouvernement wallon)

Communes (2)

- Guichet unique (site Web):
 - Un projet de mutualisation basé sur Jahia (Agoracités)
 - Jahia est diffusé sous licence hybride (« contribuer ou payer ») et, depuis 2009, sous licence GPL (version communautaire).
 - Abandon annoncé par Paul Furlan (DGPL) en 2009 (shrl.be/000065).
 - Procédure prévue pour la migration vers Communes Plone (3 à 8 jours).
 - Raison invoquée: coût de revient plus faible de Communes Plone.

Communes (3)

- Bureautique:
 - Beaucoup de Microsoft Office
 - Initiatives souvent individuelles sous OpenOffice.org
 - Quelques exemples de migrations
 - Exemple: Schoten (OpenOffice.org, Asterisk,...) ou Charleroi (OpenOffice.org) [4]
 - Mouvement vers OpenOffice.org à Bruxelles (ex.: Anderlecht) aidé par CIRB [5]

Communes (4)

- Logiciels métiers:
 - Sauf développements internes, secteur généralement dominé par éditeurs propriétaires (Adehis, Stesud,...)
 - Bonne satisfaction générale selon une étude AWT
(AWT = Agence Wallonne des Télécommunications)
 - Peu d'indices d'une future initiative de mutualisation en logiciel libre...

Flandre

- Contrat d'externalisation avec Hewlett Packard et Belgacom (pour la Région).
 - Principe comparable à l'ancien contrat d'externalisation en RW (GIEI; shrl.be/00006e).
- Quelques entreprises spécialisées (shrl.be/00006d): Cipal, Cevi (filiale de Adinfo),...
- Projet de création d'une réserve d'informaticiens type Smals (shrl.be/00006a) ?
- Pas de volonté connue de privilégier les logiciels libres.
- Projets geGIS et Geomajas (AGPL) pour un SIG Open Source (www.geomajas.org ; www.gegis.org).
- Rappel : exemple remarquable de la commune de Schoten (province d'Anvers).

Quelques développements privés

- Des projets soutenus par des entreprises privées (édition Open Source)
- Exemples:
 - Atoms, par Defimedia (CMS sous licence GPL)
 - Utilisé sur wallonie.be (avant passage à Drupal)
 - ePPOCRATIC, par Gweb (dossier médical Open Source)
 - OpenERP par Tiny, ERP5 par Nexedi et Compiere par Audaxis (ERP utilisables dans le secteur public)

Au delà de la Belgique

- Nombreuses initiatives en France (Adullact)
 - Exemples (communes):
 - OpenMairie
 - modules ERP5 pour la comptabilité publique
- Projet européen OSOR
 - Utilisation prochaine de la forge OSOR par la Belgique?
- Politiques volontaristes en matière d'Open Data aux Etats-Unis et au Royaume-Uni (cfr. data.gov.uk).

La question des données ouvertes

• Qu'est-ce que l'Open Data?

- Essaimage des principes Open Source pour la publication des données.
 - Licences: souvent Creative Commons (CC, creativecommons.org).
 - Attention, toutes ne sont pas libres (exemple: clause "nc").
- Exemples:
 - Programme Backstage (ideas.welcomebackstage.com/data) à la BBC depuis 2005 (exploitation créative, et non commerciale, des données de la BBC).
 - Projet OpenStreepMap (openstreetmap.org) de cartographie libre.

• Quelles sont les opportunités et les menaces pour une administration?

• Opportunités:

- Enrichissement des données par la communauté.
- Exploration de nouveaux usages ou de nouveaux médias (exemple: mobilité).
- Création de liens entre données de sources différentes.
- Limitation des coûts de gestion.

• Freins:

- Conflits en matière de propriété (?).
- Perte de contrôle.
- Crainte sur l'évolution de la qualité des données.
- Coût de bande passante (mais P2P).

• Où en est l'Open Data en Belgique?

- Aucune initiative connue en Flandre ou en Communauté française.
- Pas à l'ordre du jour pour le FEDICT.
- Données disponibles en Région wallonne (cfr. « *Inventaire des jeux de données géographiques exploités à la DGATLP et à la DGRNE* ») mais:
 - sous licence excessivement restrictive (sauf exception),
 - Extrait: « *Ces données sont mises à disposition pour une durée limitée en vue de la réalisation de travaux au bénéfice final de l'Administration régionale wallonne.* »
 - sans téléchargement en ligne (sauf exception),
 - souvent en format propriétaire (exemple: Oracle).

• Que pourraient faire les administrations belges?

- Choisir un cadre de licence clair et...
- pour une partie au moins des données, ouvert (cc-by, cc0, cc-by-sa, odbl,...).
- Système de double licence possible.
 - Exemple: licence cc-by-sa + licence commerciale.
- Proposer une plate-forme de diffusion.
- Mettre à disposition dans des formats ouverts ou documentés.
 - Formats standards: RSS, Atom, GeoRSS, FOAF,...
- A suivre : impact des directives européennes Inspire (shrl.be/00006f) et PSI (www.epsiplatform.eu ; <http://shrl.be/00006g>)?

Qu'est-ce que cela pourrait donner?

- Exemple: terril.be
 - Mise en valeur par un "enthousiaste" de l'inventaire des terrils de la Région wallonne.
 - Apport aux données initiales:
 - conversion des coordonnées géographiques (Lambert),
 - altitudes,
 - calcul du dénivelé moyen,
 - ajout d'une vue satellite,
 - ajout de photos.
 - Dans ce cas précis: aucune sécurité juridique pour le créateur du projet!

Le cas OpenOffice.org...

Le cas OpenOffice.org... (1)

- Flop de la migration OOo au SPF Justice.
- Les faits:
 - 2006: annonce de la migration de 4000 fonctionnaires sur OpenOffice (shrl.be/000064).
 - 2009: annonce du retour vers le tout Microsoft Office (shrl.be/000063).
- Causes invoquées: problèmes de formats de documents, plaintes de utilisateurs,...
- Analyse de la situation communiquée par Microsoft!
- Retours informels:
 - Peu de formations et de support aux utilisateurs.
 - Forte pression commerciale d'un éditeur américain...
 - Contexte de la prise de décision?

Le cas OpenOffice.org... (2)

- Dans le cadre d'une autre migration, voici ce qui avait été observé:
 - un manque de formation des utilisateurs aux outils bureautiques en général (et à OpenOffice.org en particulier),
 - une absence de préparation de la part de l'Informatique de l'institution se traduisant par:
 - une absence d'analyse des flux de documents,
 - une absence d'étalement dans le temps de la migration (du plus simple au plus compliqué),
 - un support médiocre aux utilisateurs désemparés (face à l'ergonomie différente, aux documents "docx" envoyés par l'extérieur, etc).

Le cas OpenOffice.org... (3)

- Dans le cadre d'une autre migration, voici ce qui avait été observé (suite):
 - des installations "discrètes" de Microsoft Office à la demande des utilisateurs,
 - une prise en grippe généralisée aggravée par des facteurs externes (lenteur du réseau interne,...),
 - peu de contraintes exercées par les autorités vis-à-vis des utilisateurs récalcitrants.
- Pourtant, des recommandations existent...
 - Exemple: Frédéric Labbe (2003). « Suites bureautiques, les enjeux d'une alternative ». URL:

oootools.free.fr/memoire_cnam/ .

Quelques difficultés à traiter...

Compréhension du concept de logiciel libre

- Globalement, mauvaise compréhension de ce qu'est un logiciel libre...
- Y compris parfois par les personnes qui le défendent!
- Plusieurs conséquences:
 - Confusion fréquente entre mutualisation (Qualicité), logiciel libre (Plone) et logiciel hybride (Jahia)
 - Peu gênant pour les migrations mais risqué pour les développements internes (conflits de licences, portées des licences,...)
 - Exemple concret: code source propriétaire associé à du code sous GPL dans le logiciel électoral belge [8]

Au delà du logiciel libre (1)

- Présence, aux différents niveaux de pouvoirs, de prestataires bien établis, connaissant bien les rouages de l'administration, pas toujours imprégnés par les aspects culturels et techniques du logiciel libre
 - Exemples récents (concentration en RW) :
 - Stésud et Adehis (groupe Adinfo) leaders dans le domaine des logiciels métiers pour communes (shrl.be/00006c).
 - Adinfo (filiale de Dexia) revendu à NRB (filiale d'Ethias), gros prestataire ciblant le secteur public (shrl.be/00006b).
 - ...
- Poids d'un important historique à maintenir puis migrer (ex.: mainframe BULL GCOS8 [7])

Au delà du logiciel libre (2)

- Actions à prendre en matière de gouvernance informatique.
 - Nécessité de prendre en compte les spécificités de l'informatique publique
 - Quelques éléments (en vrac): ressources variables, formation "sur le tas", pyramide des âges, orientation vers l'opérationnel,...
 - Impact sur la rédaction des cahier des charges, la gestion des projet ainsi que les choix technologiques et commerciaux.

Conclusion

Conclusions et perspectives

- Souvent, très forte stabilité du secteur public en matière de logiciels et de fournisseurs.
- Souvent, usages de logiciels libres au cas par cas.
- Lent mouvement (pas toujours réussi) vers OpenOffice.org (et bonne implantation de Microsoft Office).
- Usage plus courant pour les applications Web.
- Un projet très prometteur, pouvant faire tâche d'huile: CommunesPlone (mais besoin de prestataires!).
- Peu de coordination à l'échelle du pays (cfr. structure politique)...
- Réflexion à mener sur le rôle de l'informaticien public !
- Encore rien en matière de données ouvertes.

Questions?

Merci pour votre attention!

Des questions ?

Vous avez détecté une erreur ?

Vous disposez d'une information nouvelle ?

N'hésitez pas à me contacter!

Sources

[1] OpenOffice.org et SPF Justice:

http://www.just.fgov.be/img_justice/publications/pdf/271.pdf

[2] Directives et recommandations pour l'usage de standards ouverts et/ou spécifications ouvertes dans les administrations fédérales:

http://www.fedict.belgium.be/fr/binaries/OS_FRFEDICT_FR_tcm166-16665.pdf

[3] Questions et Réponses (Sénat de Belgique)

<http://www.senate.be/www/?MIval=/publications/viewPubDoc&TID=50345255&LANG=fr>

[4] Charleroi désormais libre:

<http://www.datanews.be/fr/news/90-57-23804/charleroi-desormais-libre.html>

[5] Pouvoirs locaux 2008 - OpenOffice.org

http://www.cirb.irisnet.be/site/component/Library_fr/Documents/1214896616.9/PL2008_OOo_2008-06-25.pdf

[6] Hébergement (SPF Chancellerie du Premier Ministre)

<http://www.webguide.belgium.be/fr/h%C3%A9bergement>

[7] Question n° 3-7011 de M. Brotcorne du 14 février 2007 (Fr.) : Logiciels libres. — Utilisation. — Diffusion

<http://www.senate.be/www/?MIval=/publications/viewPubDoc&TID=50359997&LANG=fr>

[8] BE: Government publishes source code for election software

<http://www.osor.eu/news/be-government-publishes-source-code-for-election-software>

[9] eid-mw

<http://code.google.com/p/eid-mw/downloads/list>

[10] Baromètre 2008 des outils de gestion de contenu (CMS)

http://easi.wallonie.be/servlet/Repository/Etude_comparative_des_CMS_uti.PDF?IDR=9111

Biographie partielle

- Robert VISEUR (2009). Enjeux du logiciel libre pour les pouvoirs locaux et provinciaux. Enquête privée.
- Robert VISEUR (2009). Logiciel Libre à l'usage du service public. Digital Innovators Tour. 29 janvier 2009. Url: <http://www.robertviseur.be/download/digitalinnovatorstour-rv-200901290739.pdf>
- Robert VISEUR et al. (2008). Mutualisation informatique dans le secteur public / Aspects méthodologiques. Réalisé dans le cadre d'une étude Easi-Wal (Commissariat EASIWAL E-Administration et Simplification).
- Robert Viseur (2007). Gestion de communautés Open Source. 12ème Conférence de l'Association Information et Management. Lausanne, 19 juin 2007.
- Robert Viseur (2006). Approche méthodologique de la mutualisation. Colloque "Services publics et mutualisation informatique : de la théorie à la pratique", jeudi 23 mars 2006, Parlement de la Communauté française.
- Robert Viseur (2006). L'application parlementaire Tabellio, une expérience belge de mutualisation. Colloque "Services publics et mutualisation informatique : de la théorie à la pratique". jeudi 23 mars 2006, Parlement de la Communauté française.

Contact

Ir Robert VISEUR

Téléphone: +32(0)479660876

Courriel: *robert.viseur@ecocentric.be*

WWW: *http://www.robertviseur.be/*

CETIC: *http://www.cetic.be/*

FPMs: *http://mi.fpms.ac.be/*